

Allocution du Professeur Jean-Paul Fitoussi lors du Forum de Turin sur les droits sociaux – Turin, 18 mars 2016 (transcription)

Merci beaucoup Monsieur le Directeur. A force de dire des bonnes choses sur les orateurs, le public risque d'être déçu. *Sono in crisi perché non so che lingua parlare. Allora, vado a parlare francese ? Va bene.*

Alors les deux orateurs qui m'ont précédé ont parlé d'une voix d'or. Ils ont dit l'essentiel pour ce qui concerne les droits sociaux. Il nous appartient de dire le reste.

Je vais être très critique. Très critique parce que je suis en colère. Je suis en colère de la situation européenne. Je suis en colère que les politiques conduites en Europe vont exactement à l'encontre de ce que souhaitent nos deux orateurs. Mais exactement à l'encontre de ce que souhaitent nos deux orateurs, et pour une raison évidente : quel est le maître mot de la politique économique en Europe ? C'est la compétitivité. Et que signifie la compétitivité ?

Cela signifie réduire davantage que son voisin les coûts du travail et donc, en fait, de façon dérivée, les droits sociaux. Et c'est ce que l'on appelle « réforme structurelle ». Pourquoi appelle t'on ça la réforme structurelle ? Comme elle appartient au passé, au lointain passé, pour essayer de s'exonérer de cette responsabilité-là de parcourir à l'inverse le cours de l'histoire, on dit que les politiques structurelles sont modernes, que les politiques de démantèlement des droits sociaux sur le marché du travail sont modernes, alors que de fait, elles sont archaïques.

Alors, pourquoi en est-on arrivé là ? J'ai ma thèse là-dessus : je crois qu'il n'y a pas d'Europe, il n'y a pas suffisamment d'Europe. Je suis désolé de vous le dire, mais je suis un fédéraliste. Je crois que l'Europe ne pourra régler les problèmes de notre temps, être présente dans le monde, imprimer sa propre géopolitique, que si elle avait un gouvernement. Autrement, ce serait la seule région du monde à ne pas avoir de gouvernement.

Alors, s'il n'y a pas de gouvernement, comment protéger les droits sociaux. Si la dynamique de leur évolution est portée par la compétitivité, comment protéger les droits sociaux ? Je ne sais pas trop. Je ne sais pas trop comment nous pouvons faire cela. On a cherché dans toutes les directions et la première, celle qui m'apparaît la plus féconde, est celle de montrer que la cohésion sociale est un facteur de productivité, que la productivité globale dans les sociétés cohésives, que la productivité globale dans les sociétés unies et inclusives, est un facteur de productivité. C'est-à-dire est un facteur qui réduit les coûts de fonctionnement du secteur privé. Alors, au lieu de rechercher cette cohésion sociale, on réduit les droits sociaux et donc on perd d'une main ce que l'on souhaitait gagner de l'autre. Il y a différentes thèses qui s'affrontent sur le sujet mais je suis persuadé que la thèse de la solidarité est la thèse gagnante, est la thèse la mieux justifiée par l'Histoire.

Rappelons-nous des Trente Glorieuses. Les 'Trente Glorieuses' ont été les années de construction de notre système social, pas de déconstruction de ce système social, et ce furent les années où la productivité globale et la productivité du travail dans l'économie a le plus augmenté. Mais la productivité implique l'investissement et actuellement, nous dit-on, les Etats sont impécunieux et ne peuvent pas investir. Mais pourquoi ne pourraient-ils pas investir ? Parce qu'ils ne peuvent pas emprunter. Et pourquoi ne peuvent-ils pas emprunter

quand le taux de l'emprunt est égal à 0, ou même négatif ? Ca, personne n'a pu me le dire, répondre à ma question.

Or les droits sociaux sont des éléments fondamentaux du bien-être des citoyens, du bien-être des populations. Il y a des déterminants objectifs du bien-être, comme nous l'avons montré avec Stiglitz et Sen, dans différents travaux, il y a des déterminants objectifs du bien-être que sont, évidemment, l'emploi, mais l'emploi décent, pas l'emploi précaire, que sont la sécurité économique, la sécurité tout court, que sont aussi l'environnement, et la santé. Je lie l'environnement et la santé parce que dans le présent, indépendamment de la question de la soutenabilité de notre développement, l'environnement et la santé sont liés. Il suffit de constater ce qu'il advient à nos enfants lorsqu'ils vivent dans des villes polluées. Ils sont tous asthmatiques, et nous le sommes aussi, nous devenons tous allergiques. Donc, il y a des déterminants fondamentaux du bien-être que seuls les droits sociaux peuvent maintenir. J'oubliais l'éducation évidemment. L'éducation est un déterminant fondamental du bien-être.

Alors, que recherche-t-on en réalité ? Cherche-t-on la croissance la plus élevée ou recherche-t-on le bien-être le plus élevé ? Je ne dis pas que ces deux éléments sont contradictoires, mais il faut bien comprendre que si nous assurons le bien-être, nous assurons du même coup la croissance. Pourquoi ne nous ne recherchons pas la croissance la plus élevée comme objectif unique ? Parce que la croissance ne nous dit rien sur la situation des gens, sur le degré d'égalité, sur leurs droits sociaux. Vous pouvez avoir une croissance très forte, en tout cas plus forte qu'en Europe, ce n'est pas difficile, vous me direz, mais une croissance forte aux Etats-Unis accompagnée d'une augmentation absolument terrifiante des inégalités. Cette augmentation des inégalités fait qu'en réalité cette croissance ne profite seulement qu'à 1% de la population, ou pour ne pas exagérer, qu'à 10% de la population, de façon dégressive. C'est à dire qu'elle profite d'abord au 1%, ensuite un peu moins au deuxième centile, etc. Mais ce qui nous intéresse, c'est la croissance qui profite au plus grand nombre. Une croissance qui ne profite qu'à un tout petit nombre ne nous intéresse pas du tout comme objectif social, comme objectif de nos pays.

Nous cherchons au contraire une croissance qui assure l'égalité des populations devant l'avenir, si je puis dire. Il y a une chose qui est chevillé à l'esprit des familles, c'est que le sort de leurs enfants soit meilleur que celui qu'elles ont connu. Ça, c'est une banalité. Aujourd'hui, la déconstruction des droits sociaux fait que l'avenir des familles n'est même plus assuré puisqu'on ne sait pas quel type de pension les travailleurs vont toucher lorsqu'ils seront vieux. Donc on a créé une double incertitude : une incertitude sur la génération présente elle-même et une incertitude sur les générations à venir. C'est quelque chose d'assez terrible. Et c'est quelque chose qui touche au cœur, ce qui me semble être le plus important, la démocratie.

La démocratie est une combinaison de principes contradictoires, enfin, nos démocraties. Le suffrage censitaire, assuré par le marché, un euro, une voix, et le suffrage universel, assuré par la démocratie, une personne une voix. Ces principes contradictoires impliquent que la bonne gestion d'une démocratie de marchés est une gestion qui implique en permanence la recherche de compromis pour assurer la plus grande égalité des gens devant l'avenir. Il y avait un juge de la Cour Suprême américaine qui, au milieu du vingtième siècle, disait : vous pouvez avoir ou bien une situation où la fortune est concentrée entre les mains d'un petit nombre, ou bien la démocratie, mais vous ne pouvez pas avoir les deux en même temps. Et je pense qu'il avait raison. Or quelle est la situation où nous conduisent les politiques suivies par nos gouvernements ? Cette situation est une situation de quasi disparition de la classe moyenne, c'est à dire du support le plus important de la démocratie.

Ce que nous percevons, c'est un glissement vers le bas de la classe moyenne, et un enrichissement toujours plus important de la partie la plus faible de la population. Alors, cette évolution conduit naturellement à la fin de la démocratie, nous le savons. Pourquoi naturellement à la fin de la démocratie ? Nous le voyons. Que signifie la montée des extrémismes ? Que signifie la montée de Trump aux Etats-Unis ? C'est la même chose. Là aussi aux Etats-Unis 90% de la population ne bénéficie pas du progrès, ne bénéficie pas de la croissance. Nous sommes dans une situation de grave danger encouru par la démocratie. Et cela, je le crois, avec Stiglitz et Sen, est dû au fait que nous ne mesurons pas les variables essentielles de nos économies. Or, ce que nous mesurons, détermine nos actions.

Si j'essayais de représenter très schématiquement le bilan d'une économie, je dirais qu'on y trouverait, au passif, l'endettement – les dettes privées et publiques – et à l'actif, tout une série de biens capitaux. D'abord le capital intangible. C'est quoi le capital intangible ? Et bien c'est la démocratie. C'est l'adhésion des populations à la démocratie. Ensuite le capital économique privé, le capital économique public, le capital humain, le capital social que nous ne mesurons pas. Le capital naturel que nous ne mesurons pas non plus. Alors, peut-on me dire ce que valent les politiques qui tentent de réduire un élément du passif, la dette publique, sur le bilan de la nation ? Bien la réponse est que ces politiques ont pour effet d'affaiblir la richesse de la nation, de réduire la richesse de la nation. Parce que nous l'avons bien vu, nous l'avons expérimenté. Ce que ces politiques ont accompli, c'est de faire grimper le chômage à un niveau inconnu depuis les années 30. Ou même d'avoir dépassé le niveau que nous avons atteint depuis les années 30. C'est-à-dire d'avoir une destruction massive de capital humain.

Nous vivons dans des sociétés vieillissantes et nous sommes confrontés à ce paradoxe qui est que les jeunes, que la valeur des jeunes, du travail des jeunes, est nulle. Alors qu'un étudiant de première année dirait non, ce qui est rare est cher. Les jeunes sont rares, ils devraient être chers. Mais non. Nous détruisons le capital humain. Et nous le détruisons pour longtemps parce que l'on sait que lorsque les jeunes ratent leur entrée sur le marché du travail, cela va durer pendant toute leur carrière, les conséquences de cela vont durer pendant toute leur carrière. Mais on détruit aussi du capital social. Comment peut-on avoir confiance en une société qui accepte, pour diminuer d'un point la dette publique, de réduire de 10 points le capital humain ? Donc le capital social, la confiance réciproque, que se font les agents, et sans lesquels il n'y a pas de croissance véritable - s'il n'y a pas de confiance entre les agents économiques, il n'y a pas de croissance véritable - ce capital social diminue. Alors il est évident que le capital économique, qu'il soit privé ou public, diminue.

Le nombre de faillites n'a jamais été aussi élevé pendant ces crises, et le fait que les infrastructures ne sont pas renouvelées, apparaît évident à tout le monde, que les pouvoirs régaliens des Etats ne sont pas exercés est évident pour tout le monde. Nous n'avons plus d'armée, plus de police, de gendarmerie. Enfin, j'exagère. Mais je vous ai dit que j'étais en colère. Ça signifie que nous sacrifions les droits sociaux fondamentaux à des politiques stupides. Parce que, évidemment, dans un tel contexte, nous n'avons plus rien pour investir dans la préservation de la nature. Comment voulez-vous que l'on maintienne le capital naturel lorsque nous comptons les centimes, enfin j'exagère un peu, mais, les points après la virgule du déficit public, si je puis dire. Vous pensez qu'il est très mal mesuré ?

Alors, la question qui se pose est : combien de temps encore allons-nous continuer de conduire ces politiques ? Et ma réponse est que nous continuerons tant qu'il n'y aura pas de gouvernement européen. Et ma réponse est aussi que tant qu'il n'y aura pas de gouvernement

européen, les choses les plus élémentaires, comme par exemple le droit de l'immigration, comme par exemple le droit de vivre dans des frontières sûres et reconnues, n'existeront pas.

Tant que nous n'aurons pas réglé le problème de l'immigration, qui est un problème extraordinairement simple à régler, d'une façon ou d'une autre, au lieu d'accuser les Grecs et les Italiens d'être laxistes, alors qu'ils sont tout simplement humains, et au lieu de partager la charge des désordres du monde, aujourd'hui, et bien nous décidons de demander à un mercenaire, enfin, excusez-moi, à un pays peu fréquentable, de garder nos frontières. Je dis ce que je pense comme je le pense. Je sais que c'est politiquement très incorrect, mais je le maintiens.

Voilà donc où nous conduit la destruction, la déconstruction des droits sociaux. Or aujourd'hui nous avons besoin de construire de nouveaux droits sociaux plutôt que de déconstruire d'anciens droits sociaux.

Nous avons besoin de construire des droits sociaux qui assurent un avenir égal pour les genres, les hommes et les femmes, un droit social qui permette, effectivement, à l'espérance de vie de continuer d'augmenter, un droit social qui permette que les Etats accordent la plus grande attention à l'éducation de ses enfants. Or ce n'est pas ce qui se produit aujourd'hui puisqu'on réduit les budgets de l'éducation. Qui accorde la plus grande préoccupation à la santé, et on l'a vu dans plusieurs pays, ce n'est pas ce qui se produit. L'espérance de vie a baissé en Grèce, je suis désolé. Mais non pas parce que le gouvernement grec a décidé de réduire les dépenses de santé, mais parce qu'on l'a contraint à pratiquer une politique, mais vraiment, d'une dureté incroyable, vis-à-vis des populations.

Alors, c'est ça la modernité ? Je ne le crois pas. Voilà, merci.